



PRÉFET DE LOIR ET CHER

Blois, le 22 JUIN 2011

Unité territoriale de Loir-et-Cher

Il y a autres
et du MAJ

Monsieur le Préfet de Loir et Cher

Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Service Protection de l'Environnement
34, avenue Maunoury - CS 1816
41018 BLOIS Cedex

Rapport de l'inspection des installations classées

à

Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher

concernant le centre de tri et l'usine d'incinération de déchets non dangereux
exploités par la société ARCANTE à Blois

1. OBJET

L'entreprise ARCANTE exploite à Blois un centre de stockage de tri de déchets non dangereux (régime d'autorisation), et une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés et de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Ces installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004 modifié.

L'autorisation du centre de stockage et du centre de tri a été délivrée initialement en 1997. Le traitement des DASRI sur l'usine d'incinération a été autorisé en 2000. Une usine d'incinération était précédemment exploitée sur le site depuis 1971.

L'exploitant a transmis 3 dossiers :

- ☐ Par courrier du 23 septembre 2010, un dossier de demande d'extension de l'origine géographique des déchets admis sur l'usine d'incinération, en application de l'article R512-34 du code de l'environnement ;
- ☐ Par courrier du 30 septembre 2010, un dossier de déclaration de modification des éléments du dossier d'autorisation, en application de l'article R512-33 du code de l'environnement ;
- ☐ Par courrier du 30 mars 2011, un dossier de demande de bénéfice de l'antériorité au regard des modifications apportées à la nomenclature des installations classées par décret du 13 avril 2010.

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux a été modifié par arrêté ministériel du 3 août 2010, nécessitant une actualisation de l'arrêté préfectoral réglementant l'usine d'incinération avant le 30 juin 2010.

Le présent rapport traite des 4 points susmentionnés.

2. DEMANDE D'ELARGISSEMENT DE L'ORIGINE DES DECHETS ADMIS

La société ARCANTE est autorisée à incinérer 90500 t/an de déchets selon la provenance suivante :

Nature des déchets	Origine géographique
Déchets ménagers et assimilés	Loir et Cher et départements limitrophes
D.I.B.	Loir et Cher et départements limitrophes
Déchets d'activités de soins	Centre et régions limitrophes

L'exploitant a déposé une demande d'élargissement de l'origine géographique des déchets industriels banals admis. Cet élargissement concerne les départements limitrophes du périmètre actuel autorisé et toute l'Ile de France¹. La demande est limitée en matière de tonnage provenant de ces départements supplémentaires à 10 000 t/an, inclus dans les 90 500 t/an autorisés.

Le dossier présenté par l'exploitant comporte :

- une présentation du contexte administratif de sa demande ;
- une description de l'autorisation actuelle ;
- une présentation de sa demande d'élargissement notamment ses motivations et sa compatibilité avec les plans départementaux ;
- une évaluation des enjeux environnementaux incluant un comparatif en terme de bilan CO₂ pour 3 départements entre 3 solutions alternatives de traitement dont celle sur ARCANTE ;
- un rappel sur la maîtrise des risques au niveau de l'usine.

Le dossier précise que le CHSCT a été informé de la demande.

Il a notamment joint à son dossier la carte reprise en annexe 1 du rapport qui présente la localisation des usines d'incinération et des centres de stockage de déchets non dangereux dans le périmètre d'étude.

Sa demande est motivée par la nécessité de maintenir et optimiser la valorisation énergétique de l'usine d'incinération et la possibilité de proposer une solution de valorisation performante à ses clients. En effet, l'usine d'incinération de Blois valorise l'énergie dégagée par l'incinération des déchets par revente d'électricité à EDF et par vente de chaleur au réseau blésois de chauffage urbain. De ce fait, les clients desservis par le réseau de chauffage urbain bénéficient d'une TVA réduite et les clients de l'usine (collectivités et clients privés) bénéficient d'une TGAP réduite pour l'incinération de leurs déchets. En fonction des résultats des appels d'offre des collectivités mais aussi d'apports de collecteurs privés de déchets, l'exploitant doit périodiquement rechercher de nouveaux clients pour assurer la saturation de son usine.

L'avis de l'ensemble des préfectures des départements ou de la région (Ile de France) concernés par l'élargissement a été sollicité ainsi que ceux du Président du Conseil général de Loir-et-Cher et de la commission locale d'information et de surveillance (CLIS).

Le tableau en annexe 2 fait la synthèse des avis recueillis.

L'article R512-34 du code de l'environnement dispose :

"Dans les installations d'élimination de déchets, pour une même catégorie de déchets, toute modification notable de leur origine géographique indiquée dans la demande d'autorisation ou, en l'absence d'indications dans celle-ci, constatée jusqu'alors, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 512-31."

Au vu des avis émis, en particulier celui de la CLIS, et de la nécessité de limiter l'impact des flux de transport de déchets, considérant la compatibilité avec les plans départementaux concernés, la DREAL propose de donner une suite favorable à la demande de l'exploitant :

- ☐ en la limitant aux seuls départements de la Vienne, de l'Yonne et de la Nièvre ;
- ☐ en imposant que l'apport minimum unitaire soit d'au moins 90 m³.

Le projet d'arrêté ci-joint reprend ces dispositions à l'article 15.2.

¹ La demande de l'exploitant incluait aussi la possibilité de traiter sur l'usine Arcante des DIB habituellement accueillis sur l'UIOM qu'il exploite en Loire Atlantique. Ce point de la demande n'a pas été évoqué par l'exploitant lors de la réunion de la CLIS le 22 avril 2011 ni au moment où la CLIS s'est prononcée sur la demande en faveur d'un accueil limité aux départements de la Nièvre, de la Vienne et de l'Yonne.

3. MODIFICATIONS APPORTEES A L'USINE D'INCINERATION ET AU CENTRE DE TRI

Les modifications apportées au centre de tri concernent :

- l'augmentation du volume total des plastiques présents dans le centre de tri de 100 à 500 m³ (200 m³ de stockage vrac avant tri, 300 m³ de plastiques triés en balles) afin de massifier les transports et d'optimiser le fonctionnement du centre de tri ;
- la modification de la localisation des stockages de balles de métaux triés (100 balles stockées dans le hall de déchargement de l'UIOM mitoyen du centre de tri) ;
- le stockage en vrac, et non en balles, des journaux, revues et magazines (JRM) après tri, répondant à une exigence des exploitants des unités de recyclage.

Les modifications apportées à l'usine d'incinération concernent :

- les installations pour réduire les émissions d'oxydes d'azote conformément aux obligations réglementaires ;
- le stockage en silo du coke de lignite au lieu d'un stockage SEULEMENT en big-bags, (utilisation principalement pour le traitement des dioxines et furannes) permettant de réduire les flux de transports et d'améliorer les conditions d'injection et la maîtrise du traitement.

Le dossier d'information sur les modifications apportées comporte :

- une présentation du contexte administratif ;
- une description de l'autorisation actuelle ;
- une présentation des modifications apportées ;
- une étude d'impact des modifications apportées ;
- une étude des dangers des modifications apportées.

Les modifications apportées n'induisent pas d'impact supplémentaire (en dehors d'émissions limitées d'ammoniac) voire contribuent à leur réduction. Elles induisent :

- une seule évolution du régime de classement des activités classées exercées sur le site, à savoir le classement en régime de déclaration avec contrôle périodique pour le stockage et l'emploi de la solution ammoniacale classée très toxique pour les organismes aquatiques (rubrique 1172.2) ;
- une évolution du potentiel de danger des installations.

La méthodologie adoptée pour l'étude des dangers est appropriée. Elle prend en compte le retour d'expérience.

Concernant le centre de tri, les dangers induits par les modifications sont liés aux flux thermiques en cas d'incendie des stockages. Leurs effets restent circonscrits à l'établissement. Les modifications apportées ne justifient pas de mesures de sécurité supplémentaires à celles existantes (désenfumage, détection automatique d'incendie, rétention des eaux en cas d'incendie...), les mesures ayant été dimensionnées en fonction de la surface du bâtiment (inchangée) et pour ce type de déchets combustibles.

Concernant l'usine d'incinération, les dangers induits par les modifications sont liés :

- ☐ aux surpressions en cas d'explosion au niveau du silo de coke de lignite ou en cas de rupture pneumatique de la cuve de stockage de la solution ammoniacale ;
- ☐ aux émissions toxiques d'ammoniac en cas d'accident lors du dépotage de la solution ammoniacale ;
- ☐ au risque de pollution accidentelle en cas de déversement de la solution ammoniacale.

Les principales mesures de maîtrise des risques prévues sur ces installations ou prescrites dans le projet d'arrêté joint sont les suivantes :

Installation de dépotage, de stockage et d'emploi de la solution ammoniacale

- dépotage réalisée en présence permanente d'un agent de la société ARCANTE ;
- affichage de la consigne de dépotage au poste de dépotage, incluant la liste de vérifications préalables à effectuer dont le test de fonctionnement du système d'arrosage ;
- soupape de surpression au niveau de la cuve de stockage ;

- arrêt automatique du dépotage sur détection d'ammoniac, détection de pression haute ou de niveau haut dans la cuve de stockage, détection de position fermée de la vanne de retour de NH_3 entre le ciel de la cuve et celui de la citerne ou de la vanne entre l'aire de dépotage et la rétention de la cuve ;
- rétention d'une capacité de 52 m³ au niveau de la cuve de stockage assurant aussi la rétention déportée de l'aire de dépotage via la vanne susmentionnée ;
- système gravitaire judicieusement dimensionné à commande manuelle au poste de dépotage et en salle de contrôle permettant la dilution et la neutralisation d'un écoulement de solution ammoniacale dans la rétention de la cuve ;
- détecteur de niveau au point bas de la rétention de la cuve de stockage déclenchant automatiquement une alarme sonore et visuelle au poste de dépotage et en salle de contrôle de l'UIOM ;
- système de détection d'ammoniac (avec redondance des détecteurs), système coup de poing au poste de dépotage et de commande en salle de contrôle, déclenchant automatiquement :
 - une alarme sonore et visuelle au poste de dépotage et en salle de contrôle de l'UIOM ;
 - l'arrosage automatique de la cuve de stockage, de sa rétention et de l'aire de dépotage ;
 - l'arrêt du dépotage si celui-ci est en cours ;
 - le maintien en position ouverte de la vanne sur la canalisation reliant l'aire de dépotage à la rétention de la cuve ;
 - l'alerte immédiate des entreprises riveraines susceptibles d'être impactées par les vapeurs d'ammoniac.

Installation de dépotage, de stockage et d'emploi de matériel pulvérulent combustible

- affichage de la consigne de dépotage au poste de dépotage ;
- silo sur peson et dépotage asservi à la détection de poids du silo ;
- soupape de surpression au niveau du silo de stockage ;
- arrêt automatique du dépotage sur détection de niveau haut dans le silo de stockage ;
- inertage à l'azote sur détection de température au niveau du haut ou du bas du silo déclenchant une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle de l'UIOM ainsi qu'au poste de dépotage.

Ces dispositions correspondent aux meilleures technologies disponibles. En cas de défaillance des mesures de sécurité sur l'installation de dépotage et de stockage de la solution ammoniacale et en supposant l'absence d'intervention des services d'incendie et de secours dans la première 1/2 heure, le bâtiment voisin occupé par 2 sociétés pourrait être partiellement touché par des vapeurs d'ammoniac (effets irréversibles). Cette situation ne remet pas en cause l'acceptabilité du risque mais justifie qu'en cas d'épandage l'alerte de ces tiers soit immédiate et qu'ils aient été préalablement informés du risque et de la conduite à tenir. Cette alerte doit faire partie des fiches réflexes prévues par le plan d'intervention d'Arcante.

Ces exigences et les mesures de maîtrise des risques susmentionnées sont reprises aux articles 9.2, 9.4 et 13.4 du projet d'arrêté.

4. DEMANDE DE BENEFICE DE L'ANTERIORITE

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a modifié en profondeur la nomenclature des activités classées relatives aux déchets (approche par nature de déchets et par type d'activité, création de seuils avec régime déclaratif bénéficiant notamment aux filières de valorisation matière).

La demande de bénéfice de l'antériorité déposée par l'exploitant concerne les rubriques 2713 (régime NC), 2714 (régime D), 2791 (régime A), 2771 (régime A), 2770 (régime A), 2718 (régime A). Il existe bien une antériorité pour toutes ses rubriques sauf pour la rubrique 2714 compte tenu des modifications apportées au volume des activités de stockage de déchets plastiques relatées au point 3 du présent rapport.

Par ailleurs, certaines rubriques mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004 résultait d'un double classement des déchets du centre de tri qui n'a plus lieu d'être. Le libellé d'autres rubriques a été modifié (ex 2920, 1434). La rubrique 2920 ne concerne plus que la compression de fluides toxiques ou inflammables et l'installation n'est donc plus classée sous cette rubrique. La distribution de carburant qui relevait de la rubrique 1434 relève maintenant de la rubrique 1435 avec un critère de classement modifié (volume annuel distribué au lieu du débit horaire). Enfin, certains volumes d'activité ont évolué sans atteindre les seuils de classement.

Le tableau de classement figurant à l'article 1.2 du projet d'arrêté actualise le classement des activités de l'établissement en tenant compte des évolutions mentionnées aux points 3 et 4 du présent rapport.

5. MODIFICATION DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 20 SEPTEMBRE 2002

Ces modifications concernent principalement :

- l'obligation de mettre en place une mesure en semi-continu des dioxines et furannes à compter du 1er juillet 2014 ;
- l'obligation de mettre en place une mesure en continu de l'ammoniac à compter du 1er juillet 2014 (déjà en place sur ARCANTE) ;
- l'obligation de fixer dans les arrêtés préfectoraux des installations les valeurs limites à l'émission sur les flux polluants dans les rejets gazeux avant le 1er juillet 2011 ;
- l'obligation de mesurer la performance énergétique de l'incinérateur.

Le projet d'arrêté prend en compte l'ensemble de ces modifications (articles 17.1, 20.2, 21.1.E, annexes III et IV).

Les flux maximaux journaliers ont été déterminés en tenant compte des résultats des mesures d'autosurveillance et des contrôles semestriels des rejets des 4 dernières années. Ils sont inférieurs ou égaux au flux déterminé par le produit de la concentration maximale autorisée avec le débit maximal de rejet.

6. AUTRES MODIFICATIONS APPORTEES A L'ARRETE PREFECTORAL

Surveillance de la qualité des eaux souterraines

L'article 11.1.D.d du projet d'arrêté préfectoral impose la réalisation d'une surveillance des eaux souterraines au niveau des 3 piézomètres à la nappe des calcaires de Beauce du site mis en place à la demande de l'hydrogéologue agréé dans le cadre de la création du forage à la craie du site (prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral du 4 septembre 1997, non reprises dans l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004). Par rapport à l'arrêté préfectoral du 4 septembre 1997, la périodicité de contrôle est inchangée (1 prélèvement par an) ainsi que la liste des paramètres à contrôler (ajout pH, rH, O₂ dissous, ammonium). A noter que les contrôles réalisés jusqu'à ce jour, ont mis en évidence une faible contamination en mercure sur un piézomètre (celle-ci est stable).

Retour d'expérience de l'incendie du 12 août 2009

Un incendie s'est déclaré dans la fosse de réception des déchets le 12 août 2009 dans l'après-midi. Le sinistre a été rapidement maîtrisé et n'a pas provoqué de dégâts majeurs. Toutefois, il a mis en évidence certaines difficultés pour l'intervention tant de l'exploitant que des services d'incendie et de secours. Ce retour d'expérience a conduit à des aménagements (passerelle amovible au niveau du quai de déchargement, commande du désenfumage du hall de déchargement à partir de la salle de contrôle) et à la mise en place d'un équipement supplémentaire (caméra infrarouge) repris à l'article 13.4 du projet d'arrêté.

Autres modifications

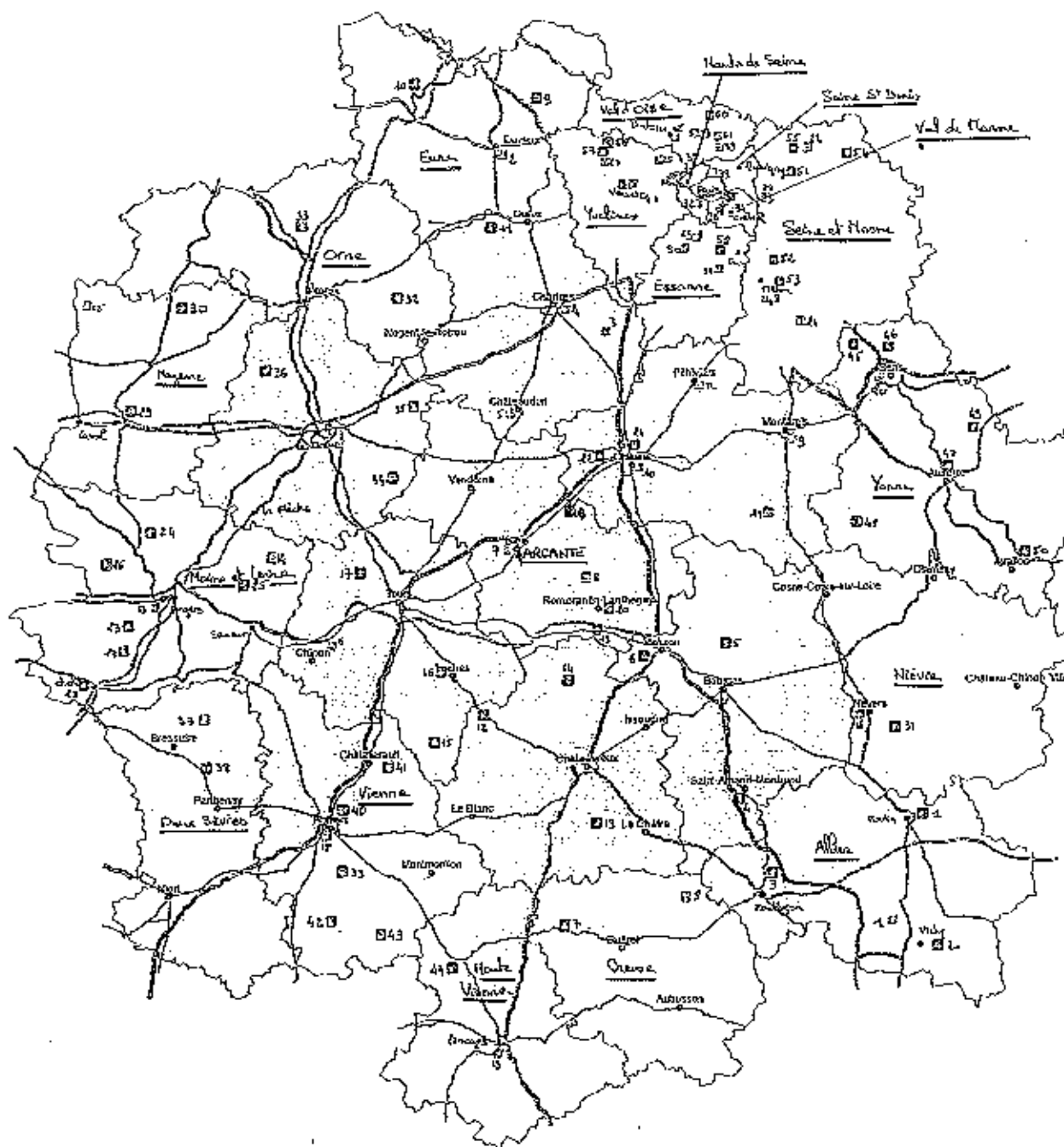
Le projet d'arrêté intègre d'autres modifications notamment par rapport aux références réglementaires qui ont changé (code de l'environnement) mais aussi concernant les bilans annuels à produire (articles 21.1.C et 21.1.D).

7. CONCLUSION

Considérant ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher de notifier le projet d'arrêté ci joint à la société ARCANTE.

Conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé de remettre un avis favorable.

**ANNEXE 1 - Carte relative à l'élargissement du périmètre des DIB
admis sur l'usine d'Incinération et aux installations de traitement du
périmètre d'étude**



Légende :

— Périmètre actuellement autorisé

- - - Périmètre d'élargissement demandé

□ n Localisation et numéro de référence des Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)

■ n Localisation et numéro de référence des Usines d'Incinération d'Ordures ménagères (UOM)

ANNEXE 2 - Synthèse des avis recueillis sur la demande d'élargissement

Dpt	Avis recueillis
Allier	<p>Pas d'avis remis par la Préfecture de l'Allier</p> <p>Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher² du 14 janvier 2011</p> <p>Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Creuse	<p>Préfecture de la Creuse - avis du 18 janvier 2011 - la demande est compatible avec le PDEDMA de la Creuse et l'avis favorable à la demande d'élargissement de l'origine géographique des DIB d'Arcante</p> <p>Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011</p> <p>Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Deux-Sèvres	<p>La préfecture des Deux-Sèvres a indiqué que la modification justifiait qu'elle consulte le Conseil Général des Deux-Sèvres et transmis l'avis du 19 avril 2010 de la DREAL Poitou-Charentes, UT de la Charente Maritime et des Deux-Sèvres, qui précisait que le département ne possédait pas d'incinérateur mais 2 installations de stockage de déchets non dangereux, que le plan départemental était actuellement en cours de révision et qu'il convenait de solliciter l'avis du Conseil général pour vérifier la compatibilité de la demande d'Arcante avec les préconisations du plan.</p> <p>Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011</p> <p>Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Eure	<p>Pas d'avis remis par la préfecture de l'Eure</p> <p>Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011</p> <p>Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Haute-Vienne	<p>Préfecture de la Haute-Vienne - avis du 17 janvier 2011 - la demande est compatible avec le PDEDMA actuellement en vigueur (pas de disposition sur les importations et exportations). Le département de la Haute Vienne dispose de 2 installations récentes d'incinération et de stockage qui dispose de surcapacités de traitement par rapport à l'évolution des besoins du département, en raison notamment des efforts accomplis en matière de tri sélectif et de la baisse conjoncturelle de la consommation. Souhaitant renforcer la coopération régionale dans ce domaine d'activité, un arrêté complémentaire va être proposé autorisant la communauté d'agglomération à traiter des déchets du département de la Creuse qui se trouve en situation de sous-capacité de traitement. L'inclusion du département de la Haute-Vienne, particulièrement éloignée de Limoges, dans le périmètre d'activité d'Arcante ne semble pas opportune.</p> <p>Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011</p> <p>Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Ile-de-France	<p>La Préfecture de région Ile de France a saisi la DRIEE Ile de France qui a remis son avis le 15 avril 2011</p> <p>Pas favorable à l'octroi de l'autorisation sollicitée par ARCANTE. En effet, si la demande ne présente pas de caractère incompatible avec les plans d'élimination des déchets applicables en Ile de France, il apparaît que la situation actuelle ne justifie pas la recherche de nouveaux exutoires pour assurer le traitement des déchets d'activités économiques générés en Ile de France. Au contraire, l'inspection des installations classées considère que le fait de favoriser le développement des transferts de ce type de déchets en dehors de la région est de nature à compliquer, voire compromettre à terme, l'atteinte des objectifs fixés par le PREDMA.</p> <p>Par ailleurs, il convient de rappeler que la demande déposée par la société ARCANTE est opposable aux prescriptions des plans de gestion des déchets applicables sur le département de Loir-et-Cher, lieu d'implantation de l'installation de traitement visée, et que sa compatibilité devra donc faire l'objet d'un examen scrupuleux de la part des services de l'Etat concernés.</p> <p>Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011</p> <p>Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Maine-et-Loire	<p>Préfecture du Maine-et-Loire - avis du 14 janvier 2011</p> <p>En vertu du principe de proximité énoncé à l'article L.541-1 4^{ème} du code de l'environnement et dans un souci d'égalité de traitement avec l'usine de LASSE (49) qui n'est autorisée à admettre que les déchets des départements immédiatement limitrophes au Maine-et-Loire, avis défavorable à la demande d'Arcante.</p> <p>Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011</p> <p>Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>

² Les DIB relevant des activités industrielles et artisanales, le PDEDMA de Loir-et-Cher note que leur gisement ainsi que leur provenance sont difficiles à identifier. Par ailleurs, si le principe de proximité entre le lieu de production et le lieu de traitement des déchets doit être respecté, celui-ci n'empêche pas les collectivités ou opérateurs économiques d'envoyer leurs déchets dans un autre département pour que ceux-ci soient traités dans des conditions optimales et, notamment, valorisés énergétiquement. Aussi, l'élargissement du périmètre n'est pas incompatible avec les orientations du plan. Par ailleurs, étant donné que l'accès au centre est déjà aménagé et que la quantité de déchets traités sur le centre restera la même, le Conseil général n'a pas d'observation concernant l'impact de trafic généré par la demande.

Dpt	Avis recueillis
Mayenne	<p align="center">Préfecture de la Mayenne - Avis du 21 janvier 2011</p> <p>La demande d'élargissement ne tient pas compte du principe de proximité. Le département n'est pas déficitaire en installations de traitement de déchets. Les sociétés SECHE à Changé, SFTR à St Fainbault de Prières et l'UIOM à Pontmain sont autorisés à stocker ou traiter annuellement et respectivement 700 000 t, 120 000 t et 58 000 t de DIB/an, sachant que la Mayenne produit 77800 t de DIB/an. L'acheminement de déchets mayennais dans le département du Loir-et-Cher aurait un impact sur l'environnement sauf si l'exploitant a recours à un mode de transport économe en énergie.</p> <p align="center">Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011 Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Nièvre	<p align="center">Pas d'avis remis par la Préfecture de la Nièvre</p> <p align="center">Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011 Avis favorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Orne	<p align="center">La Préfecture de l'Orne a saisi la DREAL Basse-Normandie - UT de l'Orne qui a remis son avis le 12 janvier 2011</p> <p>Dans le cadre du principe de proximité, en cohérence avec les installations de traitement, le transport de bonnes à ordures ménagères est limité à 50 km dans l'Orne. Au delà, des mesures doivent être prises pour limiter les transports (compaction, utilisation de quai de transfert...). Le traitement de déchets issus du gisement ornaux sur des sites localisés dans les départements voisins est possible s'il permet de favoriser la maîtrise des coûts. Sous réserve de la prise en compte des éléments qui précèdent, avis favorable à la demande.</p> <p align="center">Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011 Avis défavorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Vienne	<p align="center">La Préfecture de la Vienne a saisi la DREAL Poitou-Charentes - UT de la Vienne qui a remis son avis le 14 janvier 2011.</p> <p>Opportunité de consulter le Conseil Général de la Vienne. Le plan de la Vienne recommande de généraliser le pré-tri des DIB à l'entrée de l'ensemble des centres de stockage, de s'assurer de la traçabilité des DIB, de développer la professionnalisation et la mécanisation des centres de tri, mais aussi de favoriser l'émergence de filières locales pour les valorisations matière, organique et énergétique. Le plan fixe l'objectif de limitation, en distance et en volume, du transport pour les déchets produits dans la Vienne et préconise, non seulement la prise en compte des émissions de CO2 liées au transport comme critère à part entière de sélection des marchés et d'autre part de choix des installations de traitement des différentes catégories de déchets, mais aussi le maintien du réseau local d'équipements de traitement de déchets. Le plan a mis en évidence le besoin de capacité de traitement supplémentaire de déchets ultimes de 60 000 T/an pour la période de 2011 à 2017 dans le bassin du Nord de la Vienne, puis de 90000 t/an supplémentaires en 2018 dans le bassin du centre de la Vienne et de l'agglomération de Poitiers.</p> <p>Un plan n'a pas vocation à interdire tout transfert de déchets entre la zone du plan et les autres départements. Le plan révisé de la Vienne n'apparaît pas exclure tout traitement extérieur de déchets (et notamment de DIB) et de ce fait, ce document ne semble pas pouvoir être opposé pour avancer un quelconque avis défavorable au traitement de certains déchets produits dans la Vienne sur une installation telle que celle d'Arcante à Blois, sous réserve que celle-ci respecte la totalité des réglementations applicables. Cependant, il peut être noté que cette usine ne figure pas dans le plan comme étant une installation envisagée pour le traitement des déchets de la Vienne et qu'une élimination régulière et significative, dans cette unité, de DIB en provenance de ce département pourrait s'avérer contraire à l'objectif notamment de prise en compte de la limitation des transports dans la détermination des filières de traitement à retenir.</p> <p align="center">Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011 Avis favorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>
Yonne	<p align="center">La Préfecture de l'Yonne a saisi la DREAL Bourgogne - UT de l'Yonne qui a remis son avis le 14 janvier 2011 -</p> <p align="center">Pas d'observation sur la demande.</p> <p align="center">Avis favorable du Conseil général de Loir-et-Cher du 14 janvier 2011 Avis favorable de la CLIS du 22 avril 2011</p>